



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie
d'Île-de-France

Savigny-le-Temple, le 20 JUL. 2018

Unité Départementale de Seine-et-Marne

Référence : E/18 n° 1364

Objet : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Stratégie et moyens de Défense incendie du Trans-stockeur

Site concerné : Société BRIOCHE PASQUIER CHÂTELET
RD 605
77820 LE CHATELET-EN-BRIE

Pièces jointes : Projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires
Courriers du 14 février 2018 et 27 avril 2018 de la société Brioches Pasquier

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

1. OBJET

Le présent rapport a pour objet de proposer à Madame la Préfète de Seine-et-Marne un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires visant à définir la stratégie et les moyens de défense incendie du Trans-stockeur de la société BRIOCHE PASQUIER CHÂTELET, RD 605, 77820 LE CHATELET-EN-BRIE, et compléter en conséquence le chapitre 7.6 « Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours » de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 12 DCSE IC 037 du 2 mai 2012.

2. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

2.1 Activité principale

La société BRIOCHE PASQUIER CHÂTELET exploite sur la commune du CHÂTELET-EN-BRIE, une usine du secteur agroalimentaire spécialisée dans la fabrication de produits briochés, feuilletés et fourrés. La capacité de production est de 95 t/j.

L'effectif sur le site représente au total 229 personnes réparties comme suit :

- personnel travaillant à la production (164 personnes),
- personnel travaillant dans les bureaux administratifs (65 personnes).



Certificat N° A 1507

Champ de certification disponible sur :
www.driea-ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr

2.2 . Situation administrative

Les installations de la société BRIOCHE PASQUIER CHÂTELET sont réglementées par l'arrêté préfectoral n° 12 DCSE IC 037 du 2 mai 2012.

La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées est répertoriée dans le tableau suivant :

Rubrique	A, DC, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Seuil de la nomenclature	Volume autorisé
2230-1	A	Réception, stockage, traitement, transformation etc., du ou des produits issus du lait. Équivalences sur les produits entrant dans l'installation : - 1 litre de crème = 8 l équivalent-lait ; - 1 litre de lait écrémé, de sérum, de beurre non concentré = 1 l équivalent-lait ; - 1 litre de lait écrémé, de sérum, de beurre pré-concentré = 6 l équivalent-lait ; - 1 kg de fromage = 10 l équivalent-lait.	Traitement du beurre et de la poudre de lait	La capacité journalière de traitement exprimée en litre de lait ou équivalent-lait étant : 1. supérieure à 70 000 l par jour	380 000 l équivalent-lait
2220-1-a	E	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, etc., à l'exclusion du sucre, de la fécule, du malt, des huiles, et des aliments pour le bétail mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes.	Préparation de viennoiseries par cuisson	Supérieure à 20 t/j	80 t/j
2221-1	E	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc., à l'exclusion des produits issus du lait et des corps gras, mais y compris les aliments pour les animaux de compagnie.	Cuisson d'œufs intervenants dans la préparation des viennoiseries	La quantité de produits entrant étant : 1. supérieure à 4 t/j	15 t/j
1510-3	DC	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public.	Stockage en entrepôts couverts des produits et matières	Le volume des entrepôts étant : 3. supérieur ou égal à 5000 m³, mais inférieur à 50 000 m³	28 800 m³
1435	NC	Station service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou aéronefs.	Station de Gasoil	Le volume annuel de carburant distribué étant inférieur à 100 m³	300 m³
1511	NC	Entrepôts frigorifiques.		Le volume susceptible d'être stocké étant :	1100 m³
1530	NC	Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés.	Stockage de papiers et cartons d'emballages	Le volume stocké étant inférieur à 1000 m³	315 m³
1532	NC	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés.	Palettes bois	volume stocké	300 m³
1630	NC	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessive de)		Quantité susceptible d'être présente dans l'installation :	6 t
2160	NC	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tous produits organique dégageant des poussières inflammables.	Silos de stockage de la farine et du sucre	Le volume total de stockage étant inférieur à 5000 m³	400 m
2910-A	NC	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2271. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse [...]	1 chaudière : 720 kW 1 chaudière : 380 kW au gaz naturel	La puissance thermique maximale de l'installation étant inférieure à 2 MW	1,1 MW

Rubrique	A, DC, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Seuil de la nomenclature	Volume autorisé
2920	NC	Installations de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa et comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques.	1 groupe froid : 312 kW 1 groupe froid : 88 kW 1 secours : 105 kW 1 écalfeuse : 18,5 kW 1 sècheur air : 1,9 kW	La puissance absorbée étant inférieure à 10 MW	525,4 kW
2925	NC	Atelier de charge d'accumulateurs.	Atelier	La puissance maximale de courant continu étant : inférieure à 50 kW	32 kW
4734	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	Stockage de Gasoil en réservoir enterré double enveloppe avec détecteur de fuite	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation :	43 t
4735	NC	Ammoniac		Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation :	130 kg
4802-2	NC	Gaz à effet de serre fluorés [...]	R404-a et R410-a	Quantité cumulée de fluide	49 kg

3. PRESENTATION ET OBJET DE LA DEMANDE

Le projet de la société BRIOCHE PASQUIER CHÂTELET est le suivant :

- construction d'un trans-stockeur (longueur 50 m, largeur 24 m, hauteur 22 m, surface 1200 m²), à l'Ouest des bâtiments existants du site, permettant le stockage des produits finis et emballages neufs (papiers, cartons, étiquettes, films plastiques),
- réaménagement de la zone de préparation/expédition avec l'automatisation de la zone picking et la mise en place d'un espace de stockage de 15 couloirs de palettes en face des portes de quai.

Les raisons de l'implantation du trans-stockeur sont les suivantes :

- permettre une réorganisation de l'activité,
- avoir une meilleure capacité de production et de stockage,
- augmenter l'espace sur le quai d'expédition,
- réduire la pénibilité des postes de préparation des commandes.

Le projet d'implantation du Trans-stockeur n'entraîne aucun changement de classement du site au regard de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement. L'installation de stockage reste soumise à déclaration sous la rubrique 1510 « entrepôt de matières combustibles » pour un volume autorisé de 28 800 m³.

L'extension est ainsi considérée comme une installation existante au regard de l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. A ce titre, les prescriptions de l'annexe VI (installations existantes soumises à déclaration) s'appliquent.

4. CONTENU DES DIVERS ECHANGES

Le 26 avril 2017, la société BRIOCHE PASQUIER CHÂTELET a déposé à la DRIEE, un dossier "porter à connaissance" d'un projet de Trans-stockeur, accompagné d'un récépissé de demande de permis de construire n° PC 0771001700004.

Le 5 mai 2017, la DRIEE a transmis au SDIS, pour avis, le dossier présenté.

Dans un courrier du 27 juin 2017, le SDIS relève des incohérences dans le dossier et demande à la société BRIOCHE PASQUIER CHÂTELET de répondre aux remarques et observations formulées et d'apporter des compléments.

Le 4 septembre 2017, la société BRIOCHE PASQUIER CHÂTELET a convié la DRIEE et le SDIS à une réunion de présentation des réponses pouvant être apportées suite à l'avis du SDIS.

Dans un courrier du 3 octobre 2017, la société BRIOCHE PASQUIER CHÂTELET répond à l'avis du SDIS du 27 juin 2017 et transmet des compléments aux dossier (plan, étude Efectis, fiche vanne isolement).

Dans un courrier du 6 décembre 2017, le SDIS émet un nouvel avis en demandant à l'exploitant de respecter certaines dispositions et recommandations complémentaires.

Le 1^{er} février 2018, la DRIEE réalise une inspection/réunion sur le site de la société BRIOCHE PASQUIER dont le thème principal portait sur le projet d'installation du trans-stockeur.

Le 14 février 2018, l'exploitant transmet un courrier en indiquant les dispositions qu'il prévoit de mettre en place et demande un arbitrage à la Préfète de Seine-et-Marne, en exposant les raisons réglementaires, techniques et économiques pour lesquelles il ne peut pas répondre favorablement à une demande et trois recommandations complémentaires formulées par le SDIS.

Dans un courrier du 26 mars 2018, le SDIS expose toutes les dispositions, recommandations et mesures à mettre en place et attire l'attention du pétitionnaire sur la mise en sécurité des personnes, la protection de l'environnement, la prévention d'un incendie et les conditions d'intervention des services de secours.

Le 28 mars 2018, une réunion abordant les difficultés rencontrées sur ce dossier du Trans-stockeur, est organisée dans les locaux du SDIS, en présence des responsables du SDIS de Seine-et-Marne et du Chef de l'Unité Départementale de la DRIEE. Il en ressort que les préoccupations principales du SDIS concernent la connaissance du comportement au feu de la structure.

Dans un courrier du 27 avril 2018, la société BRIOCHE PASQUIER CHÂTELET s'engage à réaliser, pour octobre 2018, l'étude de ruine des racks du Trans-stockeur demandée par le SDIS, mais indique qu'elle ne sera pas en mesure de modifier techniquement la structure et les racks du Trans-stockeur déjà achetés, au motif d'un surcoût important estimé à environ 700 000 €.

Par bordereau du 3 mai 2018, suite à la réunion de concertation du 28 mars 2018, la DRIEE transmet au SDIS, pour avis, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

Dans un courrier du 10 juillet 2018, le SDIS prend acte de la demande d'une étude de ruine incluant les racks.

5. ASPECT REGLEMENTAIRE ET RECOMMANDATIONS DU SDIS

Sur un plan strictement réglementaire, il doit être distingué les dispositions obligatoires, et celles qui relèvent de recommandations formulées par le SDIS.

5.1. L'aspect réglementaire

Le projet d'extension (Trans-stockeur) a pour but de remplacer des stockages existant déjà soumis au régime de la déclaration, sans en augmenter le volume.

D'un point de vue réglementaire, cette extension est considérée comme une installation existante au regard de l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. A ce titre, les prescriptions de l'annexe VI (installations existantes soumises à déclaration) s'appliquent.

Afin de se positionner vis-à-vis de l'arrêté du 11 avril 2017 et des articles applicables, l'exploitant a transmis par courrier du 14 février 2018, le tableau de récolement joint au présent rapport.

En complément de ces prescriptions, le SDIS formule une demande et trois recommandations supplémentaires.

5.2. Demande et recommandations du SDIS

Le SDIS :

- 1 - demande de fournir une étude de ruine des racks situés à l'intérieur du bâtiment Trans-stockeur,
- 2 - recommande de concevoir le Trans-stockeur avec une stabilité au feu de la structure de degré une heure (R60),
- 3 - recommande de mettre en place des parois coupe-feu de degré deux heures, toute hauteur (REI 120),
- 4 - recommande d'asservir la vanne de sectionnement du réseau d'eaux pluviales au déclenchement du système d'extinction automatique.

Dans son courrier du 14 février 2018 complété par un courrier du 27 avril 2018 (joint au présent rapport), l'exploitant donne les éléments de réponses suivants :

1 - Il s'engage à réaliser une étude de ruine des racks du Trans-stockeur pour le mois d'octobre 2018,

2 – Concernant la stabilité au feu de la structure de degré une heure, il indique que la réglementation applicable au projet impose une résistance au feu R15 (et non R60) et que les études menées par EFECTIS concluent que la structure R15 est suffisante pour garantir l'évacuation du personnel et garantir que la ruine du bâtiment se fera vers l'intérieur. Il ajoute également que le passage d'une structure R15 à une Structure R60 engendre un coût supplémentaire estimé à environ 50 000 €. L'exploitant maintient donc son choix d'une structure R15,

3 - Concernant la mise en place des parois coupe-feu de degré deux heures, toute hauteur, il indique que :

- la conception du bâtiment Trans-stockeur est réalisé de telle sorte que les éventuels intervenants situés à l'intérieur puissent évacuer le bâtiment et se mettre en sécurité (des procédures seront mises à jour). Il précise qu'il n'y aura pas de poste de travail permanent dans le Trans-stockeur,
- les études montrent que les flux thermiques restent dans les limites de propriété et qu'il n'y aura pas d'effets dominos aux autres bâtiments sous réserve de la mise en place de bandes incombustibles sur les toitures. Ces bandes seront mises en place selon les recommandations de l'étude EFECTIS,
- les différents accès permettent aux secours d'accéder sur le site sans avoir à traverser une zone potentiellement impactée par les flux thermiques.

Au regard des études menées, la société BRIOCHE PASQUIER maintient son choix, en accord avec son assureur, pour la mise en place de quatre parois de 10 mètres de haut pour le Trans-stockeur, d'un écran thermique autour des silos et une membrane M0 sur le toit des bâtiments adjacents au Trans-stockeur. L'exploitant ajoute que le surcoût lié à la mise en place de parois toute hauteur serait d'environ 200 000 €.

4 - Concernant la rétention des eaux incendie, il indique que :

- un système d'isolement existe et est en état de fonctionnement,
- une procédure existe en cas de besoin d'isolement des réseaux,
- le personnel est formé à la manipulation des vannes d'isolement,
- l'article 11 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 n'est pas applicable au projet,
- la mise en conformité de l'installation existante nécessiterait des travaux importants (démontage du système actuel, achat et montage d'un système automatique, raccordement et modification de l'installation de sprinklage.

La société BRIOCHE PASQUIER maintient donc son choix de conserver le système de mise en rétention existant.

6. CONCLUSION ET AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

D'un point de vue réglementaire, l'exploitant s'engage à respecter les dispositions de l'arrêté du 11 avril 2017 concernant les prescriptions applicables à une installation existante, soumise à déclaration.

Suite aux différents échanges, l'exploitant s'engage également à réaliser une étude de ruine des racks du Trans-stockeur pour le mois d'octobre 2018.

Concernant les trois recommandations du SDIS décrites précédemment, la société BRIOCHE PASQUIER indique qu'elles vont au-delà des prescriptions réglementaires imposées par l'arrêté du 11 avril 2017, et que l'application de ces recommandations engendrerait des modifications des installations et par conséquent des coûts supplémentaires importants. En conséquence, l'exploitant ne souhaite pas y donner une suite favorable, d'autant que les travaux ont d'ores et déjà commencé.

Le SDIS a, dans son dernier avis transmis par courrier du 10 juillet 2018, indiqué :

- qu'il prenait acte de la demande d'une étude de ruine incluant les racks,
- que dans l'attente de cette étude, une consigne interne sera produite afin de restreindre l'évolution des engins de secours dans la zone potentielle d'effondrement en cas d'intervention sur le Trans-stockeur.

Le SDIS conclut son avis en indiquant : « qu'il n'est pas en mesure d'émettre un avis défavorable sur le projet d'arrêté préfectoral proposé. Les conclusions de l'étude de ruine permettront d'affiner et/ou compléter les prescriptions et/ou recommandations ».

Considérant que les mesures prévues par l'exploitant sont conformes aux prescriptions réglementaires pour les installations soumises à simple déclaration,

Considérant qu'il importe de connaître précisément le comportement au feu de la structure et des racks afin de protéger le personnel de secours ainsi que le personnel employé par la société BRIOCHE PASQUIER ou ses sous-traitants,

Considérant que l'instruction ministérielle du 3 juillet 2015 indique que d'une façon générale, les dispositions des arrêtés ministériels sont suffisantes et qu'il n'y a pas lieu d'exiger des prescriptions allant au-delà de celles prévues par les textes,

en réponse à la demande d'arbitrage formulée par l'exploitant, le 14 février 2018, l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de Seine-et-Marne le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires joint au présent rapport, qui prévoit notamment :

- la réalisation d'une étude de ruine prenant en compte les racks. Le cas échéant, l'exploitant devra proposer, dans un délai de 3 mois à compter de la remise de l'étude, les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnels, la protection de l'environnement, la maîtrise des effets létaux ou irréversibles sur les tiers, la prévention de la propagation de l'incendie à l'intégralité du bâtiment ou aux bâtiments voisins, la sécurité et les bonnes conditions d'intervention des services de secours,
- la production et la mise en œuvre d'une consigne interne afin de restreindre l'évolution des engins de secours dans la zone potentielle d'effondrement en cas d'intervention sur le Trans-stockeur.

Le projet d'arrêté préfectoral prévoit également que le SDIS peut, au regard des caractéristiques de l'installation ainsi que des matières stockées, être confronté à une impossibilité opérationnelle de limiter la propagation d'un incendie.

Enfin, il est loisible à Madame la Préfète de recueillir l'avis du CODERST dont la consultation, dans le cas présent, n'est toutefois pas réglementairement requise.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été transmis à l'exploitant, le 18 juillet 2018, pour information et réactions éventuelles.